



**COUNTRY RESOLUTIONS ADOPTED AT THE NGOs FORUM PRECEDING THE
75th ORDINARY SESSION OF THE AFRICAN COMMISSION ON HUMAN
AND PEOPLES' RIGHTS**

29TH -1ST MAY, 2023 – HYBRID

**CRES/001/05/23: RESOLUTION ON THE SITUATION OF HUMAN RIGHTS IN
THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF CONGO**

We, the participants at the Forum on the Participation of NGOs in the 75th Ordinary Session of the African Commission on Human and Peoples' Rights held in Banjul, The Gambia during the period 29th April – 1st May 2023 are,

Recalling the mandate of the African Commission on Human and Peoples' Rights (ACHPR) to promote and protect human and peoples' rights in Africa under the African Charter on Human and Peoples' Rights (African Charter);

Recalling the obligations of the DRC under the African Charter on Human and Peoples' Rights and other regional and international human rights instruments ratified by the DRC;

Recalling in particular the relevant provisions of the African Charter guaranteeing the right to life (Article 4), the prohibition of torture and cruel, inhuman and degrading treatment (Article 5), the right to personal liberty and protection against arbitrary arrest (Article 6), the right to freedom of association (Article 10) and the right to freedom of assembly (Article 11), as well as non-discrimination and the protection of women's rights (Article 18, paragraph 3);

Recalling in particular Article 16 of the DRC Constitution revised in 2011 guaranteeing the right to life and physical integrity;

Recalling the Joint Communiqué signed by the current Chairperson of the African Union, President Macky Sall of Senegal, and the Chairperson of the AU Commission, Moussa Faki Mahamat, on the situation in Eastern DRC dated 30 October 2022, calling on all parties to immediately ceasefire and engage in the existing peace and mediation processes through the African Union and the East Africa Community in particular. **Recalling** also the Press Release of the Country Special Rapporteur on the DRC on the terrorist attack on a church in Kasindi in the Democratic Republic of Congo of 18 January 2023, calling for an end to hostilities and a peaceful settlement of disputes;

Seriously concerned about the activity of armed groups, in particular the Allied Democratic Forces (ADF) and the Mouvement du 23 Mars (M23), whose support by Rwanda has been denounced on several occasions.

Concerned about the violence and violations of human rights and international humanitarian law committed by all parties to the conflicts in eastern DRC against civilians;

Concerned about the different military responses to the conflicts, including by armed contingents from countries in the region, and the continuing violence against civilians who are in a dire humanitarian situation;

Noting with concern the rise in hate speech, the use of violence and attacks on certain communities in the context of ongoing conflicts, exacerbated by provocative acts between the DRC and Rwanda in particular;

Concerned about the slow progress in the fight against impunity, which is essential to efforts to end the continuing conflicts in the DRC;

We, the participants at the Forum on the Participation of NGOs in the 75th Ordinary Session of the African Commission on Human and Peoples' Rights held in Banjul, The Gambia during the period 29th April – 1st May 2023, call upon the Commission to adopt a resolution on the situation of human rights in DRC, in which it:

- **Condemn** the violations committed against civilians by all parties in the ongoing armed conflicts in the east of the DRC;
- **Call** on the Congolese authorities and the regional and international community to put the protection of civilians and the humanitarian situation in the east of the country at the heart of the concerns and discussions underway;

- **Call** on the DRC and Rwanda in particular to pursue regional and international peace and mediation efforts, and to refrain from any act of provocation;
- **Encourage** the Congolese authorities to continue their efforts to implement transitional justice mechanisms and to fight impunity, in particular to try those most responsible for serious crimes;
- **Support** the Disarmament, Demobilisation and Reintegration (DDR) efforts of armed groups.

Done at Banjul, 1st May 2023

**CRES/001/05/23: RESOLUTION ON THE SITUATION OF HUMAN RIGHTS IN
THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF CONGO**

Nous, les participants au Forum sur la participation des ONG à la 75e session ordinaire de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples tenue à Banjul, en Gambie, du 29 avril au 1er mai 2023,

Rappelant le mandat de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) de promouvoir et protéger les droits de l'homme et des peuples en Afrique en vertu de la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (Charte Africaine) ;

Rappelant les obligations de la RDC en vertu de la Charte africaine des droits de l'Homme et des Peuples, et d'autres instruments régionaux et internationaux relatifs aux droits de l'homme ratifiés par l'État de la RDC ;

Rappelant en particulier les dispositions pertinentes de la Charte africaine qui garantissent le droit à la vie (article 4), l'interdiction de la torture et des traitements cruels, inhumains et dégradants (article 5), le droit à la liberté personnelle et à la protection contre les arrestations arbitraires (article 6), le droit à la liberté d'association (article 10) et le droit à la liberté de réunion (article 11), ainsi que la non-discrimination et la protection des droits de la femme (article 18, paragraphe 3) ;

Rappelant notamment l'article 16 de la Constitution de la RDC révisée en 2011 garantissant le droit à la vie et à l'intégrité physique ;

Rappelant le Communiqué conjoint signé par le président en exercice de l'Union africaine, le président sénégalais Macky Sall, et le président de la Commission de l'UA, Moussa Faki Mahamat, sur la situation à l'est de la RDC datant du 30 octobre 2022, appelant toutes les parties au cessez-le-feu immédiat et à s'engager dans les processus de paix et médiation existants à travers l'Union africaine et l'East Africa Community notamment; **Rappelant également** le Communiqué de presse de la rapporteure spéciale pays sur la RDC sur l'attentat terroriste survenu dans une église à Kasindi en République Démocratique du Congo en date du 18 janvier 2023, demandant la fin des hostilité et un règlement pacifique des différends;

Très préoccupées par l'activité des groupes armés, notamment les Forces alliées démocratiques (ADF) et le Mouvement du 23 Mars (M23), dont le soutien par le Rwanda a été dénoncé à plusieurs reprises. **Préoccupées** par la violence et les

violations des droits humains et du droit international humanitaire commis par toutes les parties aux conflits à l'est de la RDC à l'encontre des civils ;

Préoccupées par les différentes réponses militaires apportées aux conflits, y compris par les contingents armés des pays de la région, et la poursuite des violences à l'égard des civils qui se trouvent dans une situation humanitaire inquiétante ;

Observant avec inquiétude la montée des discours de haine, le recours à la violence et les attaques visant certaines communautés dans le cadre des conflits en cours, exacerbées par des actes de provocation entre la RDC et le Rwanda notamment ;

Préoccupés par la lenteur des progrès en matière de lutte contre l'impunité, indispensable aux efforts visant à mettre fin aux conflits incessants en RDC ;

Nous, les participants au Forum sur la participation des ONG à la 75e session ordinaire de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples tenue à Banjul, en Gambie, du 29 avril au 1er mai 2023, demandons à la Commission d'adopter une résolution sur la situation des droits de l'Homme en RDC pour :

- **Condamner** les violations commises à l'égard des civils par toutes les parties dans le cadre des conflits armés en cours à l'est de la RDC ;
- **Appeler** les autorités congolaises et la communauté régionale et internationale à mettre la Protection des Civils et la situation humanitaire à l'est du pays, au cœur des préoccupations et discussions en cours ;
- **Appeler** la RDC et le Rwanda notamment, à poursuivre les efforts de paix et de médiation régionaux et internationaux, et s'abstenir de tout acte de provocation ;
- **Encourager** les autorités congolaises à poursuivre leurs efforts dans la mise en œuvre des mécanismes de justice transitionnelle et dans la lutte contre l'impunité, notamment pour juger les plus hauts responsables et les crimes graves ;
- **Soutenir** les efforts de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (DDR) des groupes armés.

Fait à Banjul, le 1^{er} mai 2023

**CRES/002/05/23: RÉOLUTION SUR LA SITUATION DES DROITS DE
L'HOMME EN RÉPUBLIQUE DU CHAD**

Nous, les participants au Forum sur la participation des ONG à la 75e session ordinaire de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples tenue à Banjul, en Gambie, du 29 avril au 1er mai 2023,

Préoccupés par les graves violations des droits humains qui ont lieu au Tchad depuis l'installation de la transition en avril 2021 sous la direction du Président Mahamat Idriss Deby,

Préoccupés par l'inaction de la communauté internationale face à la dégradation de la situation et aux graves violations des droits de l'Homme perpétrées depuis le 20 octobre 2022 et les jours suivants, ayant entraîné la mort de plus de 218 de personnes, tuées par les Forces de défense et de sécurité de la junte au pouvoir, de même que l'arrestation arbitraire de plus de 1500 personnes, sans compter les disparitions forcées, les tortures et la tenue de procès iniques ;

Prenant en compte plusieurs rapports et résolutions d'Institutions et d'organisation des droits de l'Homme qui ont condamné les violations massives de droits humains au Tchad, ces deux dernières années sans grand résultats :

1. Résolutions du Parlement européen (Mai 2021 et 15 décembre 2022) ;
2. Rapport de l'OMCT (Organisation Mondiale contre la Torture) et LTDH (Ligue Tchadienne des Droits de l'Homme), Avril 2023 ;
3. Rapport de la CNDH (Commission Nationale des Droits de l'Homme Tchad) ; Mars 2023 ;
4. Rapport de Human Rights Watch sur le Tchad (23 janvier 2023) ;

Nous, les participants au Forum sur la participation des ONG à la 75e session ordinaire de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples tenue à Banjul, en Gambie, du 29 avril au 1er mai 2023, demandons à la Commission

d'organiser une mission d'établissement des faits, d'accompagnement technique et d'exigence de redevabilité des autorités tchadiennes sur toutes les violations des droits humains survenues depuis avril 2021 au Tchad et ;

D'adopter une résolution sur la situation des droits de l'Homme au Tchad pour urger le gouvernement du Tchad à :

Prendre des mesures urgentes afin de s'assurer que dans tous les cas d'allégations d'exécution extra judiciaires, de tortures et de mauvais traitements, des disparitions forcées, des enquêtes promptes, impartiales et indépendantes soient menées, pour identifier les responsables et les sanctionner ;

Travailler avec la société civile et ONG de défense des Droits humains afin de promouvoir l'ouverture de l'espace civique et de promouvoir le respect des droits humains, les libertés fondamentales et la protection des défenseurs des droits humains au Tchad ;

Collaborer avec le Conseil de paix et sécurité de l'Union Africaine pour mettre fin à la transition et remettre le pouvoir aux civils conformément à leurs engagements.

Fait à Banjul, le 1^{er} mai 2023

CRES/003/05/23: RESOLUTION ON THE SITUATION OF HUMAN RIGHTS IN
THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF SENEGAL

We, the participants at the Forum on the Participation of NGOs in the 75th Ordinary Session of the African Commission on Human and Peoples' Rights held in Banjul, The Gambia during the period 29th April – 1st May 2023 are,

Recalling the mandate of the African Commission on Human and Peoples' Rights (ACHPR) to promote and protect human rights under Article 45 of the African Charter on Human and Peoples' Rights (African Charter);

Recalling the Constitutive Act of the African Union requiring "respect for democratic principles, human rights, the rule of law and good governance";

Recalling Senegal's obligations under the African Charter on Human and Peoples' Rights, the African Charter on Democracy, Elections and Governance and other ratified regional and international human rights instruments;

Recalling the provisions of Articles 7, 8, 9, 10, 11 and 12 of the Senegalese Constitution of 23 May 2019 which respectively guarantee the right to life, security, freedom of opinion, expression, press, association, assembly, demonstration;

Recalling the right of every Senegalese citizen to a fair trial and protection against torture, ill-treatment and arbitrary detention;

Noting with concern the current human rights situation in Senegal, marked by the shrinking of civic space and the increasingly frequent prohibition and violent repression of peaceful demonstrations;

Noting that children represent more than 40% of the Senegalese population, that they are one of the most vulnerable groups, that most of them are victims of various forms of violence and non-respect of their rights and that many of them are on the streets;

Considering the inadequacy of the government's efforts to address this situation;

Expressing its deep concern at the restrictions on fundamental freedoms, the frequent arrest of militants of the opposition party PASTEF and journalists for offences such as

offending the Head of State or discrediting the institutions, a few months before the presidential elections of 2024;

Deploring the excessive use of the practice of parquet return, which has no legal basis and is used in total violation of the rights of the detained person and in breach of the Convention against Torture and Other Inhuman and Degrading Punishment.

We, the participants at the Forum on the Participation of NGOs in the 75th Ordinary Session of the African Commission on Human and Peoples' Rights held in Banjul, The Gambia during the period 29th April – 1st May 2023, call upon the Commission to adopt a resolution on the situation of human and peoples' rights in Senegal, in which it:

- **Strongly condemns** human rights violations in Senegal, including restrictions on fundamental freedoms, attacks on the physical and moral integrity of individuals, and repression of dissenting voices;
- **Call on** the Senegalese government to fully respect and protect the human rights and fundamental freedoms of all individuals on its territory, in accordance with the African Charter on Human and Peoples' Rights and other international and regional human rights instruments to which Senegal is a party;
- **Urge** Senegal to conduct impartial and independent investigations into allegations of human rights violations, to bring perpetrators to justice, and ensure that the victims receive redress and justice;
- **Encourage** Senegal to create an environment conducive to freedom of expression, association and peaceful assembly, and to promote the political participation of all individuals, including human rights defenders and journalists, without fear of reprisals;
- **Invite** Senegal to work towards the adoption of the draft Children's Code, which remains an important foundation of children's rights;
- **Call on** the Senegalese government to act in such a way as to promote a genuine, serene and inclusive national debate, and to make every effort to reduce the heated political climate;

- **Encourage** Senegal to fight against torture, ill-treatment and arbitrary detention and to respect international standards on the rights of persons deprived of their liberty.

Done at Banjul, 1st May 2023

**CRES/003/05/23: RÉSOLUTION SUR LA SITUATION DES DROITS DE
L'HOMME EN RÉPUBLIQUE DU SENEGAL**

Nous, les participants au Forum sur la participation des ONG à la 75e session ordinaire de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples tenue à Banjul, en Gambie, du 29 avril au 1er mai 2023,

Rappelant le mandat de promotion et de protection des droits humains dont est investie la Commission africaine des droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) en vertu de l'article 45 de la Charte africaine des droits de l'Homme et des Peuples (Charte africaine) ;

Rappelant l'acte constitutif de l'Union africaine exigeant le respect des principes démocratiques, des droits de l'Homme, de l'État de droit et de la bonne gouvernance » ;

Rappelant les obligations du Sénégal en vertu de la Charte africaine des droits de l'Homme et des Peuples, de la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance et des autres instruments régionaux et internationaux relatifs aux droits de l'Homme ratifiés ;

Rappelant les dispositions des articles 7, 8, 9, 10, 11 et 12 de la Constitution sénégalaise du 22 janvier 2001 qui garantissent respectivement le droit à la vie, à la sécurité, les libertés d'opinion, d'expression, de presse, d'association, de réunion et de manifestation ;

Rappelant le droit de tout citoyen sénégalais à un procès équitable et à la protection contre la torture, les mauvais traitements et les détentions arbitraires ;

Constatant avec préoccupation la situation actuelle des droits humains au Sénégal, marquée par le rétrécissement de l'espace civique, l'interdiction et la répression violente de plus en plus fréquentes de manifestations pacifiques ;

Constatant que les enfants représentent plus de 40% de la population sénégalaise, qu'ils constituent l'un des groupes les plus vulnérables, que la plupart sont victimes de formes diverses de violences et du non-respect de leurs droits et que bon nombre d'entre eux sont dans la rue ;

Considérant l'insuffisance des efforts du gouvernement sur cette situation ;

Exprimant sa profonde préoccupation face aux restrictions des libertés fondamentales, à l'arrestation fréquente de militants du parti d'opposition PASTEF et de journalistes pour des délits tels qu'offense au chef de l'Etat ou discrédit des institutions, à quelques mois de l'élection présidentielle de 2024 ;

Déplorant le recours excessif de la pratique de retour de parquet, qui ne repose sur aucune base légale et qui est utilisée en totale violation des droits de la personne détenue et en violation de la Convention contre la torture et les autres peines inhumaines et dégradantes.

Nous, les participants au Forum sur la participation des ONG à la 75e session ordinaire de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples tenue à Banjul, en Gambie, du 29 avril au 1er mai 2023, demandons à la Commission d'adopter une résolution sur la situation des droits de l'Homme au Sénégal pour :

- **Condamner** fermement les violations des droits humains commis au Sénégal, notamment les restrictions des libertés fondamentales, les atteintes à l'intégrité physique et morale des individus, et la répression des voix dissidentes ;
- **Appeler** le gouvernement sénégalais à respecter et protéger pleinement les droits humains et les libertés fondamentales de tous les individus sur son territoire, conformément à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples et aux autres instruments internationaux et régionaux relatifs aux droits de l'homme auxquels le Sénégal est partie ;
- **Exhorter** le Sénégal à mener des enquêtes impartiales et indépendantes sur les allégations de violations des droits humains, à traduire en justice les auteurs de ces violations, et à garantir que les victimes obtiennent réparation et justice;
- **Encourager** le Sénégal à créer un environnement propice à la liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique, ainsi qu'à promouvoir la participation politique de tous les individus, y compris des défenseurs des droits humains et des journalistes, sans crainte de représailles ;
- **Inviter** le Sénégal à œuvrer pour l'Adoption du projet de Code de l'enfant qui reste un socle fondateur des droits de l'enfant ;
- **Appeler** le gouvernement sénégalais à agir de sorte à favoriser un débat national véritable, serein et inclusif, et à tout mettre en œuvre pour permettre une décrispation du climat politique ;

- **Encourager** le Sénégal à lutter contre la torture, les mauvais traitements et les détentions arbitraires, et à respecter les normes internationales relatives aux droits des personnes privées de liberté.

Fait à Banjul, le 1^{er} mai 2023

**CRES/004/05/23: RÉSOLUTION SUR LA SITUATION DES DROITS DE
L'HOMME EN RÉPUBLIQUE DU TUNISIENNE**

Nous, participants au Forum sur la participation des ONG à la 75ème session ordinaire de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, tenu à Banjul, en Gambie, du 29 avril au 1er mai 2023,

Rappelant les dispositions pertinentes de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, notamment les articles 1^{er}, 2, 4, 5, 13, 30 et 45 ;

Gardant à l'esprit l'engagement pris par les États africains en 1990 à mettre en place des processus nationaux de développement basés sur une participation populaire favorisant la contribution de tous, y compris des femmes et des jeunes et à démocratiser davantage leur société et à consolider leurs institutions démocratiques ;

Rappelant les dispositions pertinentes de la Charte africaine de la Démocratie, des Élections et de la Gouvernance (CADEG) relatives aux obligations de la République de Tunisie dans les domaines de la protection des droits fondamentaux des citoyens, de respect de l'État de droit et de l'indépendance de la justice ;

Préoccupée par l'abrogation, le 25 juillet 2021, de la Constitution, la suspension des compétences de l'Assemblée des Représentants du Peuple et la levée de l'immunité parlementaire de ses membres ;

Préoccupée également par le maintien de l'état d'exception, et donc de la tension politique entre les différents acteurs, malgré l'adoption, par referendum, de la nouvelle constitution et sa promulgation le 18 août 2022 par le président de la République, Son Excellence Monsieur Kais SAIED et qui permet aux autorités d'arrêter et d'emprisonner tout citoyen dont les propos ou le comportement sont considérés comme attentatoires à l'ordre public. ;

Condamnant les restrictions apportées à l'exercice des libertés fondamentales, notamment celles qui restreignent la liberté d'expression et permettent aux forces de sécurité de procéder à la saisie et à la fouille de n'importe quel appareil électronique de tout citoyen suspect, et confère aux juges des pouvoirs discrétionnaires étendus leur permettant de considérer tout billet, article ou même tweet publié sur Facebook comme une menace contre la sécurité nationale ;

Condamnant également les cas de brutalités policières conduisant parfois à la mort des manifestants, les cas de torture, d'usage excessif de la force et de détentions arbitraires

dont sont victimes de milliers de citoyens tunisiens et l'impunité que semblent bénéficier leurs auteurs ;

Profondément alarmée par le discours raciste du président de la République tunisienne faisant état de l'existence « *d'un plan criminel de changer la composition du paysage démographique en Tunisie* » par des « *hordes de migrants clandestins* » qui seraient sources de « *violences, de crimes et d'actes inacceptables* » et dont la présence dans le pays pourrait être assimilée à « *une volonté de faire de la Tunisie seulement un pays d'Afrique et non pas un membre du monde arabe et islamique.* »

Considérant l'arrêt rendu par la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples dans l'affaire Ibrahim Ben Mohamed Ben Ibrahima BELGUITH contre République Tunisienne ordonnant aux autorités tunisiennes « *d'abroger les décrets présidentiels No 2021-117 du 22 septembre 2021 et les décrets y visés No 69, 80, 109, du 126, 29 juillet 2021, et les décrets No 137 et 138 du 11 octobre 2021 et de rétablir la démocratie constitutionnelle dans un délai de deux (2) ans...* » ;

Nous, les participants au Forum sur la participation des ONG à la 75e session ordinaire de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples tenue à Banjul, en Gambie, du 29 avril au 1er mai 2023, demandons à la Commission d'adopter une résolution sur la situation des droits de l'Homme en Tunisie pour :

Condamner fermement le discours raciste du Président Kais Saïd et demande à l'Union africaine de sanctionner, à l'avenir, tout propos raciste et discriminatoire d'un dirigeant africain dirige contre des étrangers se trouvant dans son pays.

Demander au gouvernement tunisien de :

- **Garantir**, à tout moment, les libertés d'opinion et d'expression ;
- **Arrêter** toutes les arrestations de dirigeants de partis politiques et d'organisations de la société civile dont le seul tort est de demander la restauration de l'ordre démocratique dans le pays.
- **Enquêter** sur toutes les allégations de torture, de violence contre les citoyens et de traduire leurs auteurs devant les juridictions nationales ;
- **Indemniser** les victimes des attaques racistes perpétrées contre les migrants africains ;
- **Privilégier** le dialogue et l'inclusivité dans la recherche de solutions idoines aux problèmes constitutionnels et politiques du pays ;

- **Prendre toutes les dispositions** pour une mise en œuvre rapide de l'arrêt de la Cour africaine des droits de l'homme afin de rétablir le respect de l'état de droit en Tunisie.

Fait à Banjul, le 1^{er} mai 2023

**CRES/005/05/23: RESOLUTION ON THE SITUATION OF HUMAN RIGHTS IN
THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF SWAZILAND**

We, the participants at the Forum on the Participation of NGOs in the 75th Ordinary Session of the African Commission on Human and Peoples' Rights held in Banjul, The Gambia during the period 29th April – 1st May 2023 are,

Considering the continuing deterioration of the human rights situation in Swaziland

Concerned by the severe restriction of civic space

Deeply affected by the attacks on the physical and moral integrity of human rights defenders

Request the ACHPR to conduct a mission of investigation on the assassination of Thulani Maseko and adopt a resolution to urge the government of Swaziland to:

Immediately allow for an internationally supported panel to conduct a thorough, independent and expeditious investigation into the assassination of Thulani Maseko which will identify the perpetrators and hold them accountable before an independent court;

Uphold the human rights and fundamental freedoms of the people of the country. This includes the rights to freedom of assembly and association, freedom of expression and the access to information, including refraining from interfering with access to the internet and social media;

Uphold and protect the rights of children and other vulnerable and minority groups;

Create an enabling political climate for negotiation and dialogue; to immediately recall the army and security forces that are deployed throughout the country and in communities;

Release all political prisoners including but not limited to the two Members of Parliament, Mduduzi Bacede MABUZA and Mthandeni DUBE;

Allow all exiles to unconditionally return including but not limited to MP Mduduzi SIMELANE and withdraw all politically motivated charges;

Urgently ensure a neutral venue for a properly mediated national political dialogue and work with the SADC structures to ensure a smooth transition to multiparty

democratic dispensation; and

Cease all state sponsored victimization, harassment and targeting of pro-democracy leaders and campaigners using the security forces and arbitrary application of the law.

We request the ACHPR to conduct a mission of investigation on the assassination of Thulani Maseko which will identify the perpetrators and hold them accountable before an independent court.

Done at Banjul, 1st May 2023

CRES/006/05/23: RESOLUTION ON PROTECTING CIVIC SPACE IN ZIMBABWE

We, the participants of the Forum on the Participation of NGOs at the 75th Ordinary Session of the African Commission on Human and Peoples' Rights (ACHPR) held from 29th April – 01 May 2023 in the Gambia.

Acknowledging the ratification of the African Charter on Democracy, Elections and Governance (ACDEG) by the Government of Zimbabwe;

Emphasizing the importance of the freedoms of association, peaceful assembly, expression and public participation in contributing to the realization of the ACDEG;

Disheartened by the GoZ's failure to comply with its obligations under the African Charter on Human and Peoples' Rights, and inadequate implementation of normative standards and guidance such as the African Commission on Human and Peoples' Rights Guidelines on Freedom of Assembly and Association in Africa, which manifests in:

- (i) lack of protective and enabling legal frameworks for Human Rights Defenders (HRDs) and Civil Society Organizations (CSOs);
- (ii) increased legislative restrictions on the legitimate work of CSOs and HRDs, including hindering peoples' opportunity to freely interact with CSOs and HRDs and curtailing access to resources for these groups;
- (iii) over-regulation of CSOs under the guise of enforcing anti-money laundering or countering financing terrorism standards as introduced by the Financial Task Force;
- (iv) criminalization of the freedom of expression, arbitrary arrests and extended period of pre-trial detention of CSO members and HRDs;
- (v) persecution through prosecution and conviction of HRDS for doing their constitutionally enshrined work; and
- (vi) failure to promote the establishment of the necessary conditions to foster citizen participation;

Particularly alarmed at the government's persistence with the proposed Private Voluntary Organizations Amendment Bill (PVO Bill) which, if the President signs it into law, will impose grave harm of the continued existence and operations of CSOs in the country at a time when these organizations are critical;

Deeply concerned that these conditions will have a detrimental impact on the ability of civil society in Zimbabwe to effectively carry out their mandates and play a critical oversight role in the lead-up to, during and after national elections scheduled for 2023;

We call upon the African Commission on Human and Peoples' Rights adopt a Resolution urging the Government of Zimbabwe to:

- **Ensure compliance** with its obligations under the African Charter on Human and Peoples' Rights and the Guidelines on Freedom of Association and Assembly in Africa.
- *Ensure compliance with its obligations under the African Charter on Human and Peoples' Rights, the ACDEG African Charter on Democracy, Elections and Governance, and the Guidelines on Freedom of Association and Assembly in Africa.*
- **Ensure** that the President does not assent to the PVO Amendment Bill.
- *Undertake* comprehensive law reform, with substantive public participation, to remove laws that negatively impact freedoms of assembly, association and expression – including NGO laws, anti-money laundering/counter terrorism related laws and emergency laws.
- **Create** an enabling environment for CSOs to carry out their critical watchdog role by not hindering the operations of human rights and governance focused organizations, enhance the activities of HRDs and ensure adequate and unhindered access to resources for CSOs.
- **Guarantee** that the laws to combat money laundering and financing terrorism should not lead to over regulation of CSOs and that all laws imposing restrictions must be proportionate.
- **Release** prisoners of freedom of expression, assembly and association related crimes and ensure governments respect the separation of powers and judicial independence.
- **Establish** a mechanism to ensure that states parties report on their compliance with the Guidelines on Freedom of Assembly and Association in Africa.

Done at Banjul, The Gambia on 1 May 2023.

